

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 270/02

ÉFAI – 020580 – ASA 21/033/02

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / CRAINTES DE TORTURE

**INDONÉSIE**      **Toke Dan (h), âgé d'une cinquantaine d'années**

Londres, le 29 août 2002

Un commerçant du district spécial de l'Aceh a été arrêté par des soldats le 20 août dernier. L'homme, surnommé Toke Dan, a été placé en détention dans un centre communautaire et n'a pas été autorisé à recevoir la visite de sa famille ou de ses avocats. Amnesty International est sérieusement préoccupée par sa sécurité, car il n'est pas rare en Aceh que les détenus soient torturés par les militaires.

D'après les informations fournies par les observateurs locaux chargés de veiller au respect des droits humains, Toke Dan a été interpellé par des membres du *Komando Strategis Angkatan Darat* (KOSTRAD, commandement de la réserve stratégique) alors qu'il revenait à moto du marché local où il avait acheté des marchandises pour son commerce ; il se rendait à son magasin, situé dans le village de Siron Blang, dans le sous-district d'Indrapuri, district d'Aceh Besar. Les militaires lui ont confisqué les marchandises qu'il transportait et l'ont accusé de faire partie du *Gerakan Aceh Merdeka* (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre), un groupe armé d'opposition. Toke Dan a été placé en détention dans le centre communautaire du sous-district d'Indrapuri où il serait toujours détenu. Le 22 août, un délégué du village de Siron Blang a essayé d'entrer en contact avec Toke Dan, mais les militaires qui gardaient les lieux ne l'ont pas laissé entrer, affirmant que Toke Dan n'y était pas incarcéré.

Pour obtenir la libération de Toke Dan, il est probable que sa famille devra verser de l'argent aux militaires. Cet usage est très répandu en Aceh. Au cours de sa détention, Toke Dan risque d'être victime de torture, de mauvais traitements ou d'autres formes de violations des droits humains.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

De graves violations des droits humains sont toujours commises en Aceh, où des personnes sont tuées illégalement, victimes de « disparition », torturées et détenues sans inculpation dans le cadre des opérations de l'armée et de la police contre le GAM. Des groupes locaux de défense des droits humains ont indiqué qu'au moins 1 500 personnes avaient été tuées au cours de ces opérations en 2001. Il semble que nombre d'entre elles étaient des civils. Aucun chiffre fiable ne peut être avancé pour l'année en cours, mais les homicides illégaux de civils, commis tant par les forces de sécurité indonésiennes que par le GAM, se poursuivent apparemment à un rythme similaire, sinon supérieur.

Les personnes qui sont détenues par la police ou par l'armée en Aceh risquent fort d'être victimes de torture, de mauvais traitements ou d'autres violations de leurs droits fondamentaux. Ainsi, des défenseurs des droits humains y ont été pris pour cible : au moins neuf militants auraient été tués illégalement depuis 1999, tandis que d'autres ont été arbitrairement arrêtés et torturés. Comme dans la plupart des autres cas d'atteintes aux droits fondamentaux commises en Aceh, aucune enquête n'a été ouverte et les auteurs présumés de ces actes n'ont pas été traduits en justice.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Toke Dan ;
- exhortez les autorités à garantir la sécurité de Toke Dan et à veiller à ce qu'il ne soit pas torturé ni soumis à d'autres formes de violation de droits humains ;
- demandez expressément que le détenu ait le droit d'entrer en contact avec sa famille et ses avocats, et de bénéficier de soins médicaux si nécessaire ;
- faites part de votre préoccupation devant le fait que Toke Dan soit incarcéré dans un lieu de détention non officiel. Engagez les autorités à préciser les raisons de son arrestation et exhortez-les à le transférer dans un centre de détention officiel au cas où il ne serait pas relâché.

**APPELS À :**

**Responsable du Komando Strategis Angkatan Darat (KOSTRAD, commandement de la réserve stratégique) :**

Maj. Gen. Samsul Mappareppa

Panglima KOSTRAD

Kantor KOSTRAD

Jl. Merdeka Timur 3

Jakarta Pusat, Indonésie

**Télégrammes :** Panglima KOSTRAD, Jakarta Pusat, Indonésie

**Fax :** +62 21 384 9020 (si un correspondant vous répond, dites « *Saya mau kirim fax* » pour demander la ligne de fax)

**Formule d'appel :** *Dear Major General* / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) **ou** Général, (si c'est une femme qui écrit)

**COPIES À :**

**Ministre chargé de la coordination des Affaires politiques**

**et des questions relatives à la sécurité :**

Lt Gen (rtd) Susilo Bambang Yudhoyono

Menteri Koordinator Bidang Politik dan Keamanan

Jl. Medan Merdeka Barat No. 15

Jakarta Pusat 10110

Indonésie

**Fax :** +62 21 345 0918 / 62 21 344 1751 (si un correspondant vous répond, dites « *Saya mau kirim fax* » pour demander la ligne de fax)

**Formule d'appel :** *Dear Minister*, / Monsieur le Ministre,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 10 OCTOBRE 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,*

*Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.*

*La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*

*Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents.*

*Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*